

Discours d'introduction

Débat d'orientations budgétaires

9 février 2026

Mesdames et Messieurs,

Je souhaite introduire cette session en ayant une pensée pour celles et ceux qui se battent en Iran pour leur liberté. Je pense à ces personnes dont le courage suscite notre admiration. Ces personnes qui bravent une répression sanglante. On parle de plusieurs dizaines de milliers de morts. Des personnes assassinées par un régime qui pousse l'ignominie jusqu'à faire payer aux familles le retour des corps de leurs proches.

Dans un autre style, et bien sûr sans que l'ampleur soit comparable, nous observons avec inquiétude certaines dérives de la démocratie américaine. Je pense notamment au comportement de l'agence ICE qui n'est pas sans rappeler celui de milices des années 30 en Europe. Un rapide coup d'oeil à la géopolitique mondiale nous montre que la démocratie est sur le reculoire

dans le monde. Cela doit nous donner encore plus d'ardeur à la défendre chez nous, que ce soit à l'échelle nationale ou au local.

Plus près de nous, la France s'est enfin dotée d'un budget. Ce budget n'est pas celui dont je rêve. Je ne crois pas, d'ailleurs, qu'il soit le budget rêvé par quiconque ici. Il y aurait, en effet, bien des choses à redire. Mais l'essentiel c'est qu'il y en ait un. La situation politique française, les rapports de force à l'Assemblée nationale depuis la dissolution, obligent à des pis-aller. Ils forcent à des compromis. Ce que tout le monde n'a malheureusement pas compris au niveau national. Il reviendra ensuite au peuple français de trancher lors de l'élection présidentielle en 2027.

La France, donc, a un budget. Ce qui nous permettra d'avancer. En tout cas d'y voir plus claire déjà. Car vous avez pu le constater à la lecture du rapport, l'absence de budget national nous a obligés à être très précautionneux dans la rédaction de nos orientations budgétaires. Depuis, nous en savons un peu plus. Si le pire a été évité pour les Départements, il n'y a aucun triomphalisme à avoir. Le Département des Côtes d'Armor bénéficiera certes du fonds de sauvegarde des Conseils départementaux, comme la majorité des Départements, qu'ils soient de droite ou de gauche, mais il n'y

a toujours pas de solution pérenne pour leur modèle de financement. Aussi n'y a-t-il pas de raison d'infléchir la prudence qui nous guide dans la gestion financière de la collectivité depuis 2021.

La session d'aujourd'hui ne concerne pas uniquement les questions budgétaires. Elle est aussi un moment où nous pouvons faire un point d'étape ou un bilan annuel sur des politiques du Département. C'est le sens des rapports sur le développement durable, la situation en matière d'égalité femmes-hommes et le point d'étape sur le schéma des solidarités humaines.

Ces 3 rapports montrent que, si la situation financière est contrainte, cela ne nous empêche pas d'agir pour les Costarmoricaines et les Costarmoricains.

En matière de solidarités humaines d'abord. Sans détailler ce qu'évoqueront tout à l'heure les 4 vice-présidentes aux solidarités, on peut mettre en exergue quelques actions réalisées en 2025. La mise en place du dispositif OLYMPE, par exemple. Ce dispositif, porté par l'association Sillage, vise à constituer un parc de 3 logements sur le territoire de l'agglomération de Saint-Brieuc pour héberger des femmes enceintes ou avec enfant de moins de 3 ans, avec un accompagnement social. Autre dispositif que l'on peut

mettre en exergue, le comité départemental des représentants des allocataires RSA qui montre notre démarche participative et d'inclusion des usagères et usagers dans nos politiques. On peut citer l'amélioration, dans un contexte contraint, du traitement des informations préoccupantes, le lancement du projet Premières pages qui illustre notre volonté d'allier la culture et le social. Et j'arrêterai en parlant du renforcement par le Département des moyens alloués aux CAMSP. Ce point d'étape du schéma des solidarités montre l'ampleur des chantiers que nous avons engagés, le souci de transversalité qui nous anime dans l'approche des politiques et les progrès réalisés. Ce sont ces actions concrètes, entre autres, qui sont derrière les augmentations significatives de crédits que nous avons engagées sur les solidarités depuis 2021.

Depuis le début du mandat, nous le disons : notre politique vise à aménager de manière durable et équilibrée les Côtes d'Armor. Cette volonté se retrouve assez naturellement dans le rapport sur le développement durable. Laquelle est une notion qui entend « répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » pour reprendre la formule du célèbre rapport Bruntland. Cela passe, bien sûr, par une réelle ambition écologique. C'est le cas du Département qui, en

2023, générant 46 % de moins d'émissions directes de gaz à effets de serre liées aux énergies fossiles par rapport à 2019. Le tout en maintenant une stabilité dans nos consommations électriques. Cela montre notre volonté forte de respecter la trajectoire des Accords de Paris. Cet effort, nous l'engageons pour nous, mais surtout pour nos enfants et nos petits-enfants. C'est d'ailleurs le sens du plan de décarbonation 2026-2028 que nous aborderons tout à l'heure ou le travail engagé sur les Côtes d'Armor adaptées au climat de demain. C'est l'avenir de notre territoire que nous pensons et bâtissons dès aujourd'hui. Notre ambition écologique passe aussi par la préservation des espaces naturels, de notre eau et de nos paysages qui participent concrètement à la qualité de vie en Côtes d'Armor.

On l'oublie souvent mais le développement durable ne se résume pas à l'écologie. C'est également une dimension sociale, que nous avons déjà pu évoquer, mais c'est aussi une certaine idée de l'économie. Je pense à l'approche durable et éthique de notre commande publique. Je pense aussi à la SEM Bretagne Armor Pêche que nous avons créée en 2025 et qui vise à permettre à la filière costarmoricaine de faire face aux défis du secteur. Un développement durable, c'est enfin une dimension citoyenne, que ce soit, par exemple, via le déploiement d'une ambition parasport ou la préservation des emplois associatifs locaux, dispositif unique en France.

Les rapports que nous soumettons à nos échanges laissent à voir nos réalisations mais aussi, pour certains aspects, nos ambitions pour le futur. Ils rappellent que nous nous inscrivons dans une stratégie du temps long et que, même si nous avons conscience que certains défis dépassent parfois les forces d'un Département seul, nous mettons toute notre énergie pour assumer à notre niveau les efforts nécessaires à la solution collective. Je ne vous surprendrai pas en disant cela : malgré les difficultés, notre cap n'a pas varié : renforcer les solidarités, accélérer la transition écologique et consolider la démocratie et le lien citoyen en Côtes d'Armor.

Je vous remercie.

Christian Coail,

président du Département des Côtes d'Armor

